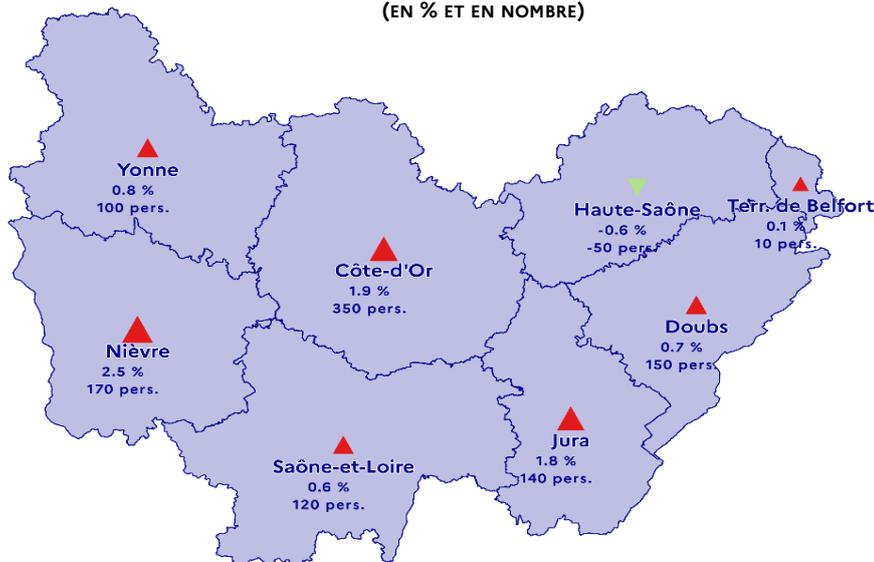


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
0,0 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● **DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS**
(DONNÉES CVS)
Cat. A : **103 200** (+1,0 % sur un trim.)
Cat. B, C : **96 520** (-1,0 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **199 720** (0,0 % sur un trim.)

● **TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)**
6,4 % au 2^{ème} trimestre 2022
+ 0,2 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,2 % ; + 0,1 pt)

● **EMPLOI SALARIÉ**
987 430 au 2^{ème} trimestre 2022
+ 0,0 % par rapport au 1^{er} Trim. 2022

● **RECOURS À L'INTÉRIM**
36 290 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2022
- 4,6 % par rapport au 1^{er} Trim. 2022

Au deuxième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) est stable en Bourgogne-Franche-Comté alors qu'il continue de progresser au niveau national (+0,4 %). Dans le secteur privé, l'emploi augmente légèrement tandis qu'il recule dans le secteur public. Hors intérim, l'emploi salarié est le plus dynamique dans les services marchands, notamment dans l'hébergement-restauration. L'emploi dépasse son niveau du 4^e trimestre 2019 et cette hausse s'explique par le dynamisme des contrats en alternance, notamment en apprentissage. La demande en intérim diminue, et ce dans tous les secteurs d'activité. Le dispositif d'activité partielle est largement moins mobilisé : près de 511 000 heures ont été chômées, soit deux fois moins qu'au cours du premier trimestre 2022. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 58 900) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-3,3 %, soit -2004).

Au troisième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle diminue. Les défaillances d'entreprises, sur douze mois glissés, affichent une très forte hausse mais le nombre d'emplois menacés reste inférieur à son niveau 2019. Les créations d'entreprises repartent à la hausse comparativement à l'été dernier. La hausse de la demande d'emploi amorcée le deuxième trimestre se confirme : la demande d'emploi (cat.A) s'accroît de 1 % après 0,6 % le trimestre dernier. La demande d'emploi des hommes et des jeunes augmente, des difficultés certainement liées à la baisse de l'intérim observée depuis le début d'année dans les secteurs de la construction et de l'industrie. En revanche, la demande d'emploi des femmes et des seniors se stabilise. Les inscriptions à Pôle emploi restent globalement stables. Le nombre de sorties diminue sous l'effet d'un nombre de cessation d'inscription et de radiation moins important. Les sorties suite à une reprise d'emploi déclarée ou une entrée en stage progressent.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T3 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	103 200	+1,0	-9,4
Catégories B, C	96 520	-1,0	-4,9
Catégories A, B, C	199 720	0,0	-7,3

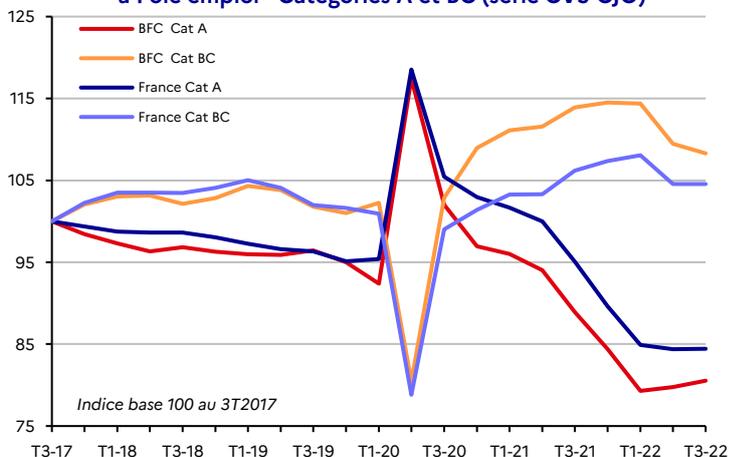
France métropolitaine :

Données CVS-CJO

	T3 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	2 946 100	0,0	-11,2
Catégories B, C	2 206 900	0,0	-1,6
Catégories A, B, C	5 153 000	0,0	-7,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	53 790	+1,9	-10,1	+0,2	-12,0
< 25 ans	7 680	+3,4	-12,7	+1,4	-16,5
25 - 49 ans	30 260	+1,5	-10,3	+0,1	-12,4
50 ans et plus	15 850	+1,9	-8,2	0,0	-8,9
Femmes	49 420	0,0	-8,7	-0,2	-10,3
< 25 ans	6 540	+0,5	-10,8	+1,6	-15,6
25 - 49 ans	28 300	+0,9	-7,7	+0,1	-9,8
50 ans et plus	14 580	-1,9	-9,7	-1,4	-9,0
Total	103 200	+1,0	-9,4	0,0	-11,2
< 25 ans	14 220	+2,0	-11,9	+1,5	-16,1
25 - 49 ans	58 550	+1,2	-9,1	+0,1	-11,1
50 ans et plus	30 430	+0,1	-8,9	-0,7	-9,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	96 810	+0,5	-7,6	+0,2	-7,8
< 25 ans	13 550	+1,7	-12,5	+1,8	-9,9
25 - 49 ans	57 390	+0,2	-8,1	+0,1	-8,6
50 ans et plus	25 870	+0,4	-3,6	-0,4	-5,0
Femmes	102 910	-0,5	-7,0	-0,2	-6,8
< 25 ans	12 290	-2,2	-13,4	+0,8	-10,1
25 - 49 ans	60 250	-0,1	-6,8	-0,1	-7,1
50 ans et plus	30 380	-0,5	-4,7	-0,5	-4,7
Total	199 720	0,0	-7,3	0,0	-7,3
< 25 ans	25 840	-0,2	-12,9	+1,3	-10,0
25 - 49 ans	117 640	+0,1	-7,4	0,0	-7,9
50 ans et plus	56 240	-0,1	-4,2	-0,5	-4,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	106 530	+2,2	-1,3	+2,0	-0,3
DELD :					
1 à 2 ans	37 500	-0,7	-18,5	+0,9	-17,2
2 à 3 ans	20 070	-6,3	-13,9	-8,0	-18,9
3 ans et plus	35 630	-2,0	-6,6	-2,1	-8,7
Total DELD	93 190	-2,4	-13,3	-2,2	-14,4
Part des DELD	46,7%	-1,1 pt	-3,2 pt	-1,0 pt	-3,8 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2		Moyenne annuelle	
	2022	2022	2022	2021
Assurance chômage	80 260	83 240	106 190	
Solidarité - Etat	10 340	10 630	11 340	
Autres	1 940	2 030	2 400	
Total DE indemnisés	92 530	95 900	119 930	
Formation	7 630	8 040	7 960	
Part des DE indemnisés* :				
BFC	44,8%			

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	3 440	+1,2	+12,4	-3	+8,4
Fin de mission d'intérim	1 530	+2,0	+20,5	+5	+22,1
Démission	1 060	+2,9	+16,5	-1	+16,9
Rupture conventionnelle	1 290	+1,6	+4,0	-1	+5,4
Licenc. économique	270	-15,6	-18,2	-15	-26,0
Autre licenciement	1 360	-2,9	+8,8	-4	+8,8
Première entrée ⁽¹⁾	980	-11,7	-13,3	-8	-13,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 520	-0,6	+1,1	+2	+4,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 320	+2,8	-2,6	+1	-3,8
Autre motif ⁽⁴⁾	1 210	-0,8	+8,0	0	+8,8
Motif indéterminé	1 800	-1,1	-5,8	-1	-5,1
Total	19 790	-0,3	+3,6	-1	+3,2

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T3 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	2 770	+5,3	-10,4	-3,1	-26,5
Entrée en stage ou formation	2 520	+5,9	-10,3	-1,6	-6,9
Arrêt de recherche**	1 930	-4,0	-4,9	-4,0	-3,4
dont maladie	1 140	-8,1	-10,2	-1,1	+4,8
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 250	-9,7	-2,0	-8,6	+4,5
Radiation administrative	1 820	-9,9	+6,4	-6,4	+9,6
Autre cas ⁽²⁾	1 460	-5,2	-12,0	+0,7	-2,4
Total	19 750	-5,1	-4,8	-5,5	-4,9

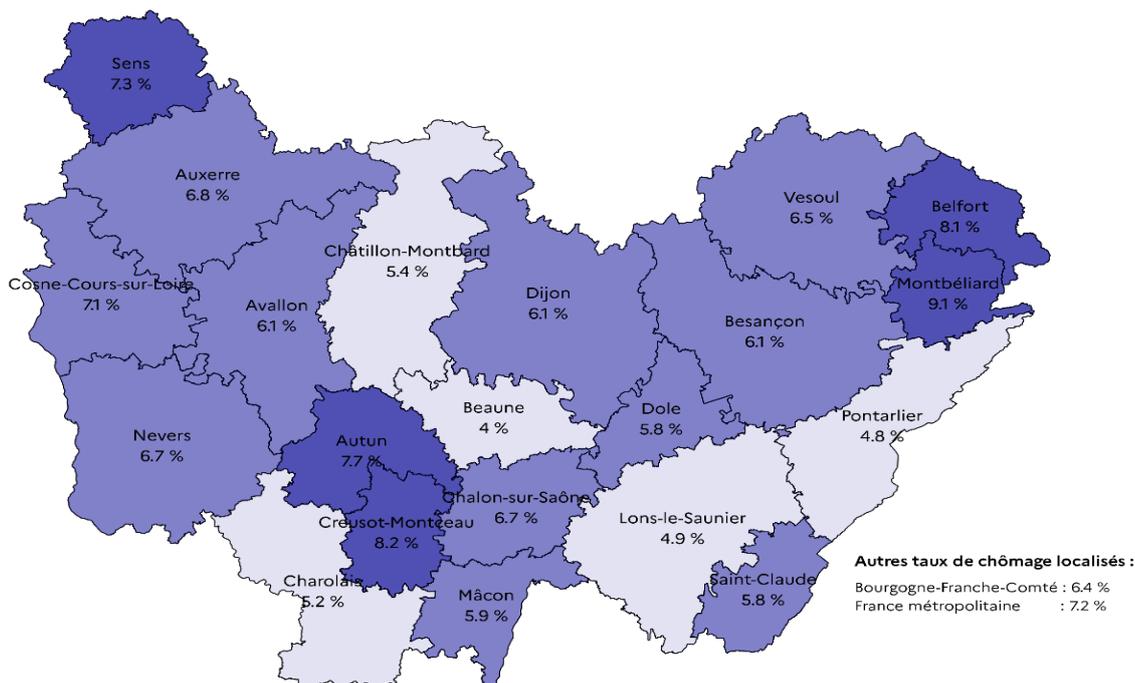
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 2^{ème} trimestre 2022



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T3 2022	Cumul 2022	Var.(%)/cumul 202	Var.(%)/cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	928	2607	-25,7	-18,3
dt jeunes	354	941	-20,5	-30,3
dt Education Nat.	56	99	-26,7	-60,3
dt Collectivités	243	674	-44,1	-33,8
dt résidents QPV	104	289	-5,2	+6,8
dt résidents ZRR	387	1 091	-	-
CIE Jeunes	471	1 476	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	1 934	6 445	-42,4	-40,3
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	2 602	7 364	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	120	446	-22,7	-11,0
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T 2022)				
- secteur public	s	s	-25,0	-4,8
- secteur privé	849	2 031	+7,2	+8,1

Les données France sont des données France entière

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 39

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T3 2022	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	2 093	-20,4	-8,6
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	3 106	-29,4	-31,2
IAE (au 1T 2022)	8 126	+3,2	+4,1
dt ACI	3 071	+6,9	+8,8
dt AI	2 934	-2,0	-6,0
dt EI	1 063	+3,3	+7,3
dt ETTI	1 058	+8,4	+15,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP
Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES
Emploi d'avenir : DARES
Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T1 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021	Var.(%)/ cumul 2021
IAE	2 639	2 639	-1,8	+1,9
dont ACI	827	827	+4,3	+9,6
dont AI	891	891	-9,4	-18,9
dont EI	340	340	+13,7	+22,4
dont ETTI	581	581	-5,2	+12,9

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T3 2022	Evol./T3 2021 (en %)
Créations d'entreprises	7 513	+4,8
dont :		
Entreprises individuelles	1 358	+6,7
Micro-entrepreneurs	4 576	+4,8
Sociétés	1 579	+3,1
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 937	+4,7
dont :		
Industrie	435	+95,9
Construction	247	-0,4
Commerce	596	-21,7
Services	1 659	+5,5
Total des créations sur 12 mois glissés	11 860	-3,0

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

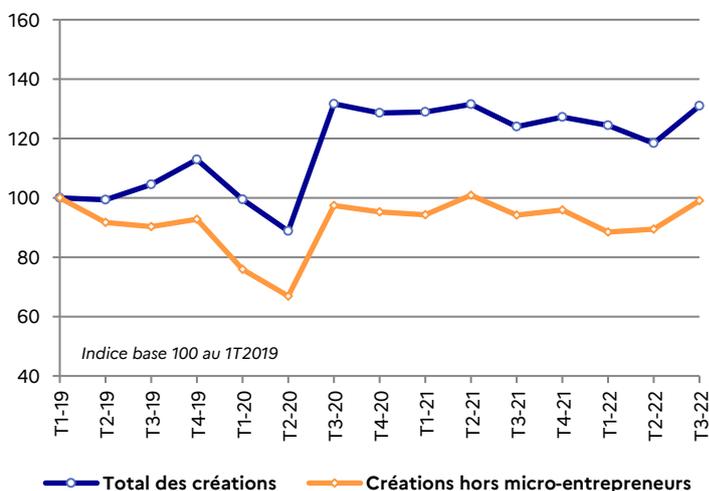
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —○— Créations hors micro-entrepreneurs

Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T3 2022	Evol./T3 2021 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	318	+53,6
dont :		
Sauvegardes	9	n.s.
Redressements judiciaires	85	+70,0
Liquidations judiciaires directes	224	+45,5
dont : PME de 50 sal. et plus	s	s
Nombre d'emplois menacés	894	+70,9
dont :		
Agriculture	18	+5,9
Industrie	188	+84,3
Construction	180	+23,3
Commerce	134	+14,5
Services	374	+165,2
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	1 405	+39,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



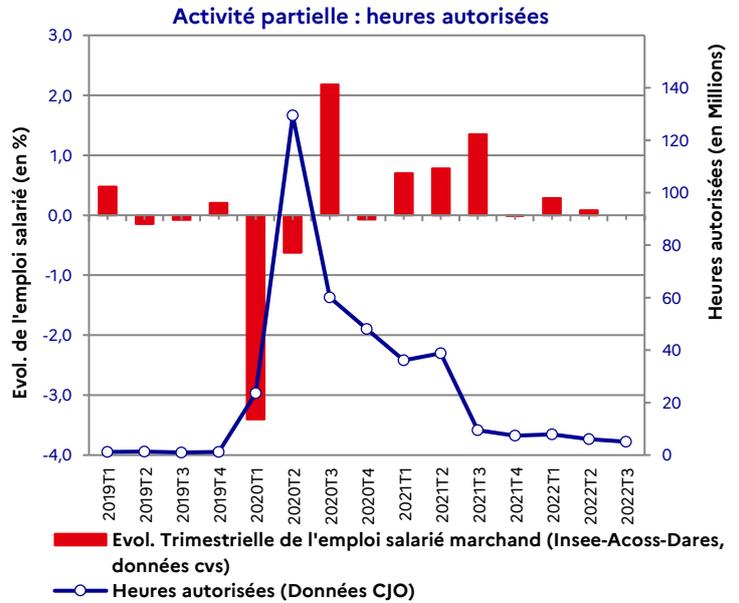
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T2 2022	T3 2022
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	1 310	796
Volume d'heures autorisées	6 111 546	5 080 367
dont :		
Agriculture	1 166	564
Industrie	4 599 039	3 808 245
Construction	194 079	36 796
Commerce	172 944	140 884
Services	1 144 318	1 093 878
Etablissements autorisés	1 165	742
dont : étaabs de 50 sal. et plus	285	211
Nombre de salariés concernés**	40 726	35 476
Total heures autorisées 12 mois glissés	30 912 088	26 507 093

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

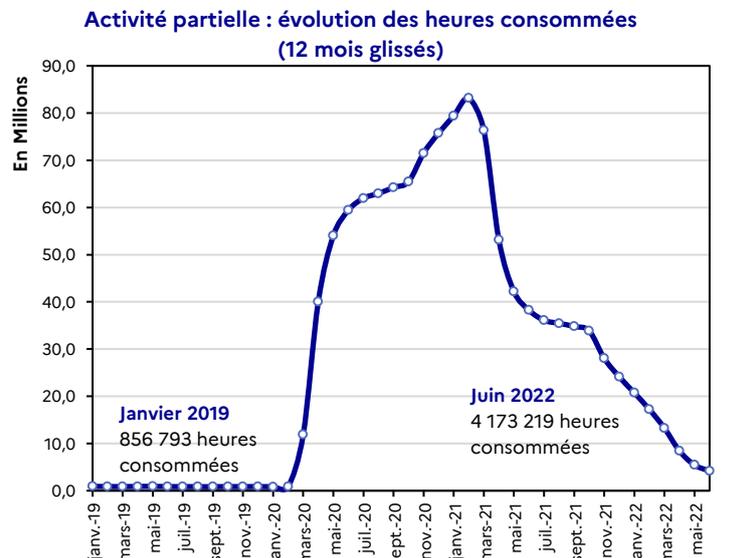


Heures consommées	BFC	
	T1 2022	T2 2022
Nombre d'heures consommées*	1 005 342	511 360
dont :		
Agriculture	3 636	616
Industrie	496 909	349 231
Construction	33 813	11 159
Commerce	49 245	29 247
Services	421 739	121 107
Etabs ayant consommé des heures	2 386	644
dont : étaabs de 50 sal. et plus	438	173
Nombre de salariés concernés**	12 499	5 852
Total heures consommées 12 mois glissés	13 264 130	4 173 219

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2ème trimestre 2022						
Embauches		9 639	4 860	21 827	157 612	193 938
Répartition en %		5,0	2,5	11,3	81,3	100,0
dont en % :						
	CDD	50,8	47,4	69,7	89,4	84,2
	< 25 ans	32,9	30,1	52,5	25,9	29,4
	25 - 49 ans	50,0	57,0	35,1	47,8	46,7
	50 - 54 ans	7,5	6,5	4,7	9,5	8,7
	55 ans ou plus	9,6	6,5	7,6	16,8	15,2
	Femmes	41,8	10,9	60,2	63,0	60,4
Sorties		9 703	5 156	20 755	155 691	191 305
Répartition en %		5,0	2,7	10,7	80,3	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	30,2	27,1	54,7	84,7	77,2
	dont CDD < 1 mois	43,6	26,6	69,0	89,2	86,1
	Demissions	27,1	31,4	20,3	6,6	9,8
	Licenciements économiques	4,2	3,3	1,2	0,4	0,7
	Licenc. non économiques	12,0	15,2	7,9	2,6	4,0
	Retraite	8,1	4,0	2,0	0,9	1,4
	Ruptures Conventionnelles	6,6	8,2	4,2	1,1	1,9
	< 25 ans	24,4	25,7	44,5	23,9	26,2
	25 - 49 ans	46,6	56,0	39,4	48,4	47,6
	50 - 54 ans	7,8	6,9	5,3	9,6	8,9
	55 ans ou plus	21,2	11,4	10,8	18,2	17,3
	Femmes	39,7	10,6	59,5	63,2	60,2

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acos et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

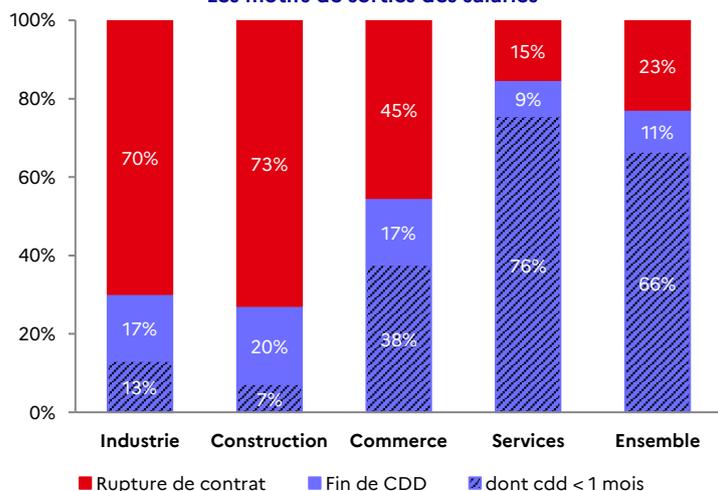
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

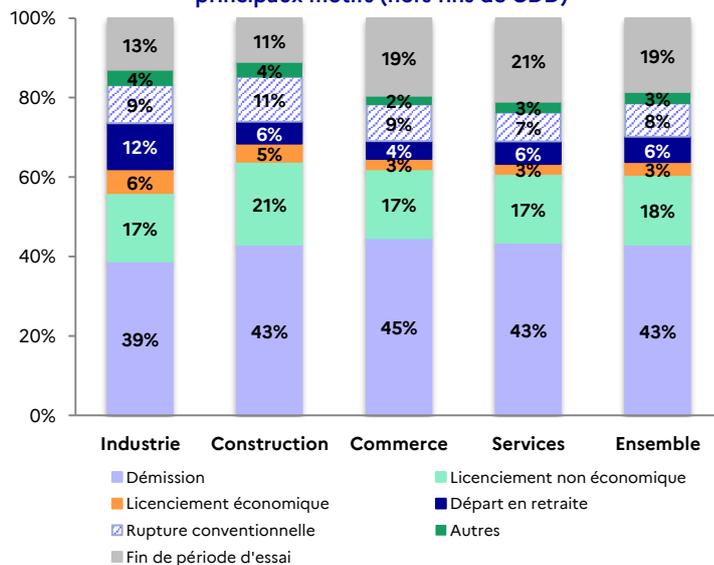
Lecture : Au 2ème trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 50,8 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 4,2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 38 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 39 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
2ème trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,0	30,7
Embauches		56 939	90 648	16 958	29 393	117 056	35 053
dont en % :							
	CDD	85,6	80,2	86,0	92,8	87,7	88,5
Sorties		50 071	91 008	17 089	33 137	115 118	30 886
dont en % :							
	Fins de CDD	77,4	74,9	81,9	80,5	82,0	81,8
	dont CDD < 1 mois	81,5	85,8	90,1	91,7	87,7	84,2
	Demissions	10,4	12,3	7,1	3,4	8,0	8,8
	Licenciements économiques	0,1	0,8	1,5	1,2	0,5	0,0
	Licenc. non économiques	5,2	4,0	3,3	2,6	3,0	3,6
	Retraite	0,0	0,0	0,0	8,3	1,1	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,8	2,7	1,9	1,3	1,5	0,6

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 92,8 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Bourgogne - Franche-Comté 2 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)		Emploi hors intérim				Emploi y compris intérim (1)					
		Nombre de salariés	Evolution		Evolution		Nombre de salariés	Evolution		Evolution	
			Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %
Agriculture	16 770	-40	-0,2	-110	-0,7	16 910	-70	-0,4	-120	-0,7	
Industrie	167 020	+290	+0,2	+250	+0,1	184 870	-340	-0,2	+800	+0,4	
Industrie agro-alimentaire	27 970	+30	+0,1	+520	+1,9	30 910	+50	+0,2	+900	+3,0	
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 440	+40	+0,4	-140	-1,2	12 080	-20	-0,2	-150	-1,3	
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 470	+50	+0,2	+80	+0,4	25 120	-110	-0,4	+180	+0,7	
Matériels de transport	21 290	-210	-1,0	-820	-3,7	24 120	-90	-0,4	-920	-3,7	
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	83 840	+370	+0,4	+600	+0,7	92 640	-170	-0,2	+790	+0,9	
Construction	54 460	+180	+0,3	+860	+1,6	58 390	-160	-0,3	+550	+0,9	
Commerce ; réparation auto.	127 480	+330	+0,3	+2 240	+1,8	130 670	+180	+0,1	+2 730	+2,1	
Services marchands	237 790	+1 560	+0,7	+7 560	+3,3	247 340	+970	+0,4	+6 650	+2,8	
Transports et entreposage	50 830	+90	+0,2	+250	+0,5	54 270	-250	-0,5	-420	-0,8	
Hébergement et restauration	35 270	+860	+2,5	+2 450	+7,5	35 650	+880	+2,5	+2 540	+7,7	
Information et communication	9 070	+180	+2,0	+310	+3,5	9 150	+170	+1,9	+330	+3,7	
Services financiers	20 610	+100	+0,5	+140	+0,7	20 770	+100	+0,5	+120	+0,6	
Services immobiliers	6 460	-60	-0,9	-90	-1,4	6 530	-70	-1,0	-150	-2,2	
Services aux entreprises	74 610	+190	+0,3	+2 590	+3,6	79 750	-60	-0,1	+2 350	+3,0	
Services aux ménages	40 960	+190	+0,5	+1 920	+4,9	41 230	+190	+0,5	+1 880	+4,8	
Services non marchands	348 090	-180	-0,1	-520	-0,1	349 250	-220	-0,1	-330	-0,1	
Ensemble	951 600	+2 140	+0,2	+10 280	+1,1	987 430	+360	+0,0	+10 280	+1,1	
dont privé						747 000	+640	+0,1	+11 210	+1,5	
dont public						240 430	-290	-0,1	-930	-0,4	

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

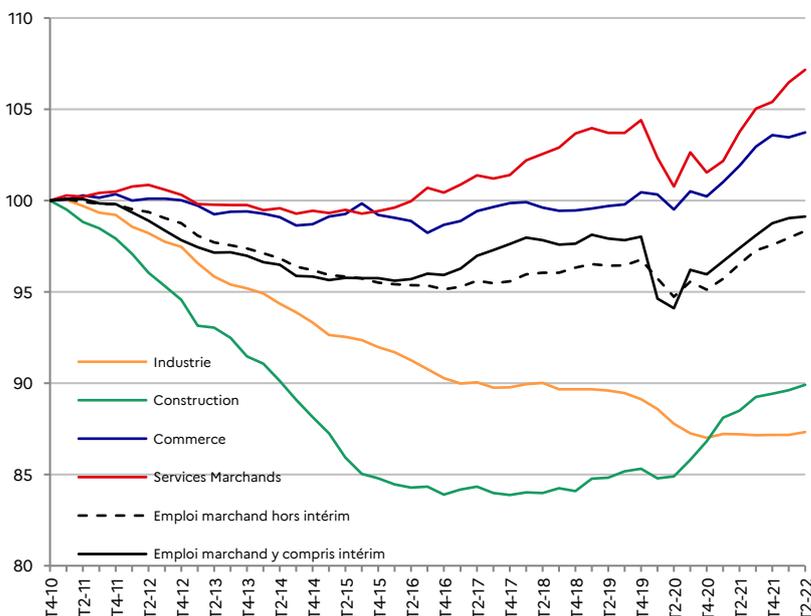
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

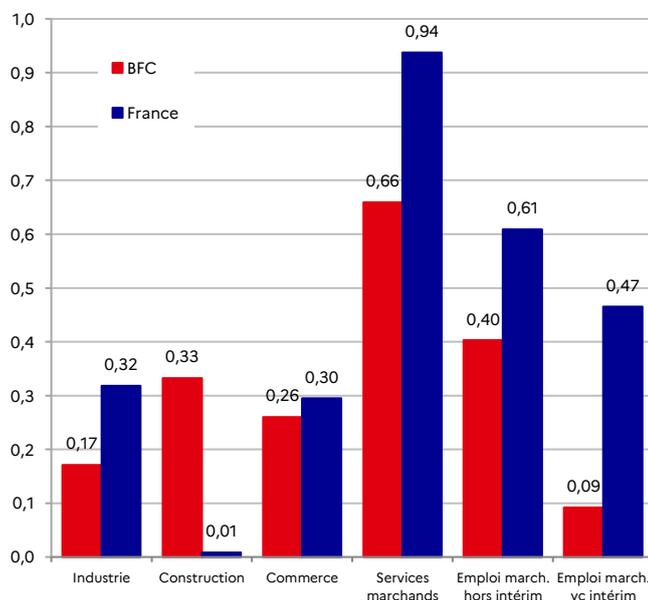
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} trim. et le 2^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté 2 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	160	-11,5	-4,8	0,9	-0,0	170	+6,3	+30,8	2,0	+0,1
Industrie	18 370	-3,0	+4,6	9,9	+0,4	19 010	-3,6	+8,4	2,5	+0,1
Construction	4 300	-6,3	-5,9	7,3	-0,5	4 330	-8,6	-5,7	3,2	+0,2
Commerce	2 860	-8,9	+6,3	2,2	+0,1	3 140	-4,6	+10,6	1,6	0,0
Services	10 600	-5,3	-5,3	4,3	-0,4	11 380	-4,7	+1,2	1,3	-0,3
Ensemble	36 290	-4,6	+0,3	5,7	-0,1	38 030	-4,6	+4,7	2,0	-0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

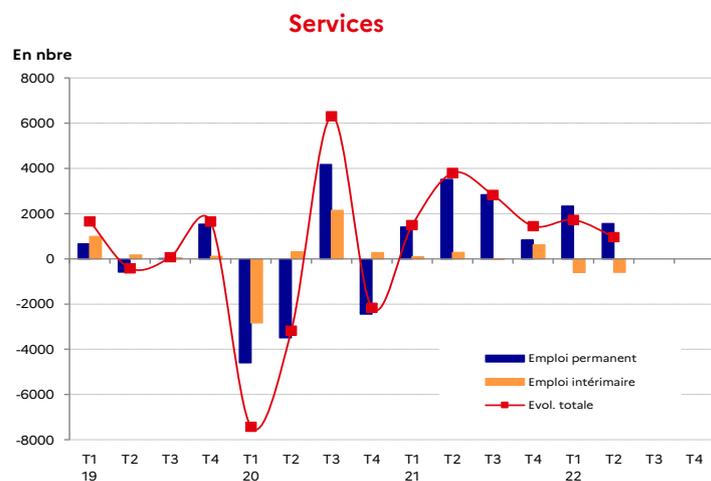
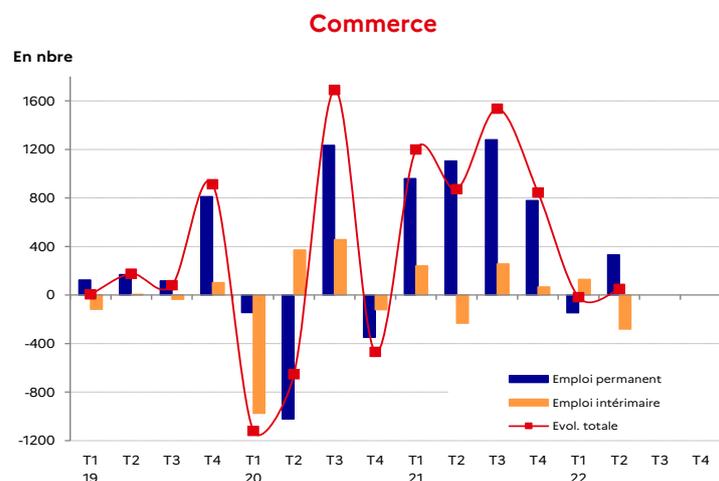
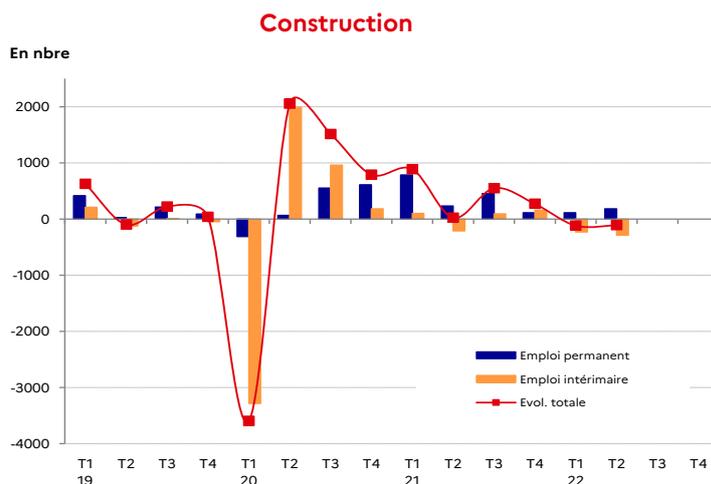
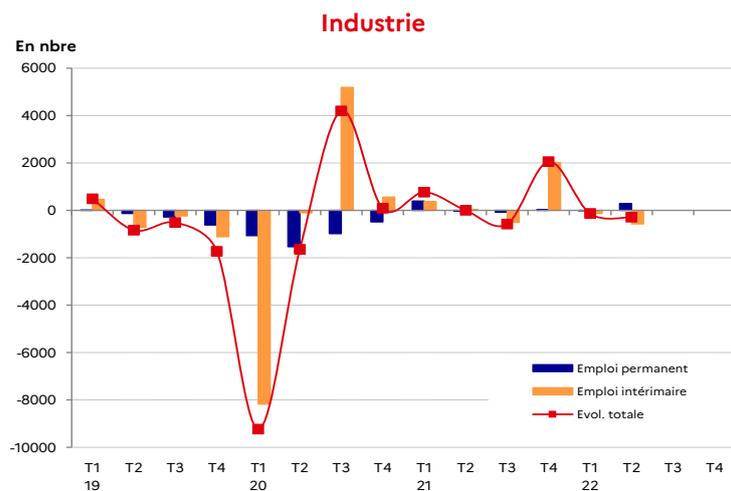
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

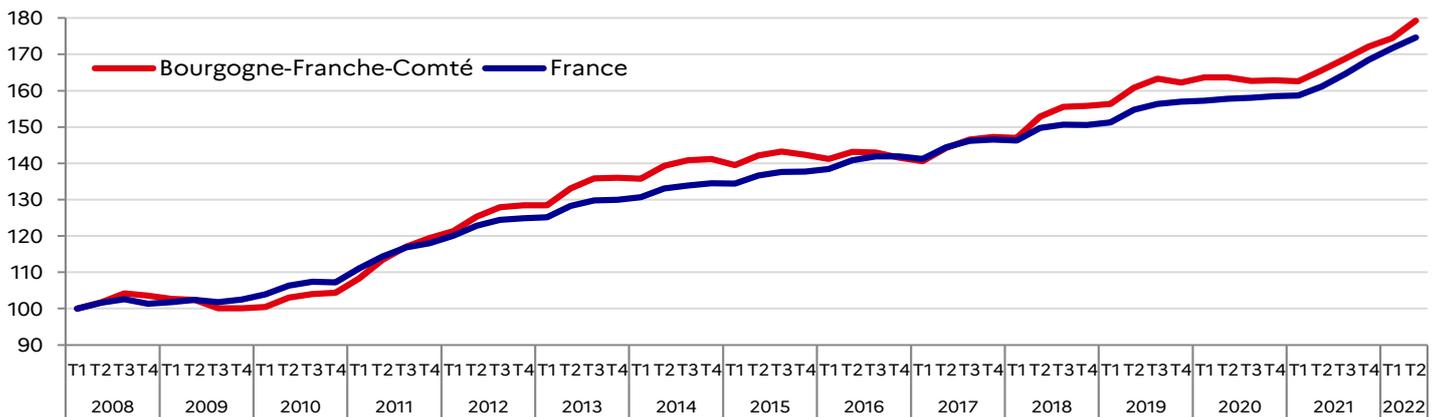
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	216 620	21,9	-0,1	+2 650	+1,2	175	0,4	+3,6	+28	+19,0
Doubs	222 456	197 950	20,0	+0,1	+2 090	+1,1	30 308	71,7	+2,7	+2 270	+8,1
Jura	105 149	88 170	8,9	+0,4	+980	+1,1	6 995	16,5	+2,6	+422	+6,4
Nièvre	70 977	64 490	6,5	+0,1	+650	+1,0	16	0,0	+6,7	+2	+14,3
Haute-Saône	92 428	69 040	7,0	-0,1	+430	+0,6	596	1,4	+4,9	+94	+18,7
Saône-et-Loire	211 125	191 580	19,4	+0,0	+2 460	+1,3	205	0,5	+1,0	+17	+9,0
Yonne	126 632	110 150	11,2	-0,0	+740	+0,7	27	0,1	+12,5	+6	+28,6
Territoire de Belfort	55 791	49 440	5,0	+0,1	+270	+0,5	3 948	9,3	+3,4	+383	+10,7
BFC	1 105 129	987 430	100,0	+0,0	+10 280	+1,1	42 270	100,0	+2,8	+3 222	+8,3

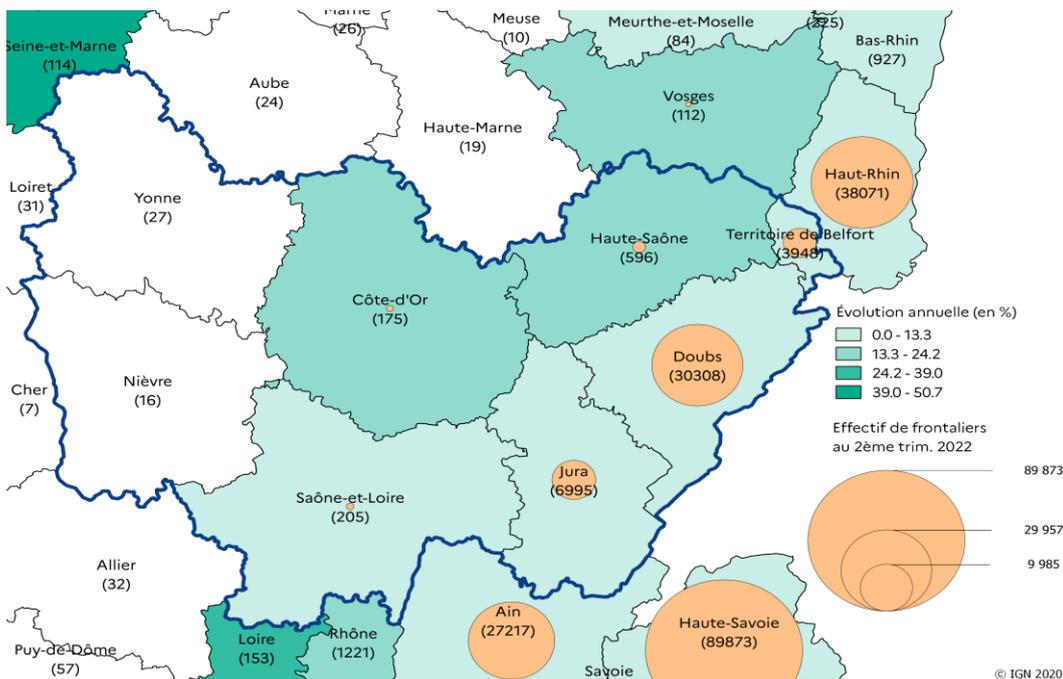
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,1% dans le Doubs. Ce département comptabilise 30 308 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2022	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 1T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 877	-3,6	37 553	+3,1	8 507	+4,0	1 733	-10,0
Doubs	12 517	-1,3	33 250	+2,3	10 367	+1,0	1 953	-5,9
Jura	3 623	-6,7	15 457	+1,5	5 220	+2,2	780	-4,5
Nièvre	5 700	-2,3	13 600	+0,8	6 273	+0,6	897	-9,4
Haute-Saône	4 083	-4,1	15 123	+0,7	5 363	+1,5	1 073	-6,7
Saône-et-Loire	10 033	-5,3	36 703	+2,3	11 797	+2,8	2 193	-9,6
Yonne	8 770	-3,5	23 267	+1,6	7 737	+3,3	1 407	-8,7
Territoire de Belfort	4 290	-0,2	9 697	+3,0	2 367	+2,6	750	-0,9
BFC	58 893	-3,3	184 650	+2,1	57 630	+2,3	10 787	-7,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

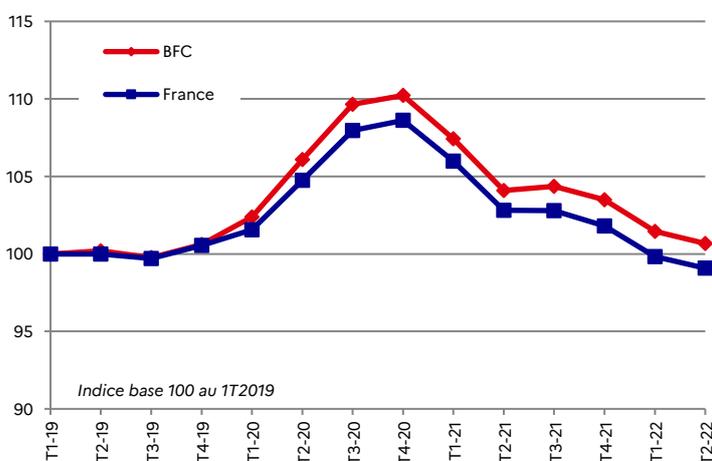
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

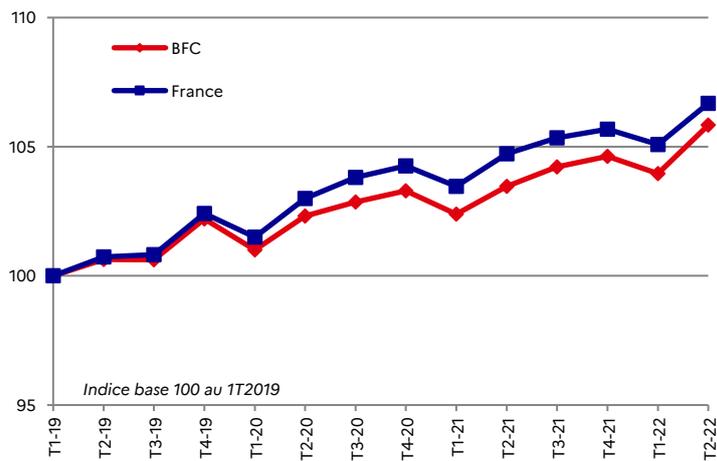
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

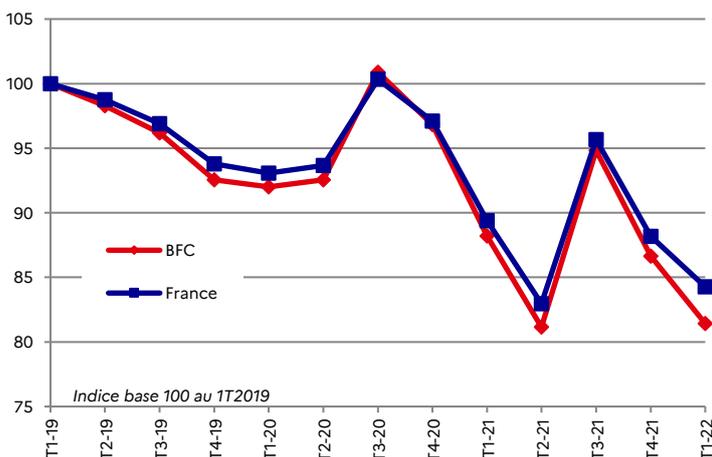
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



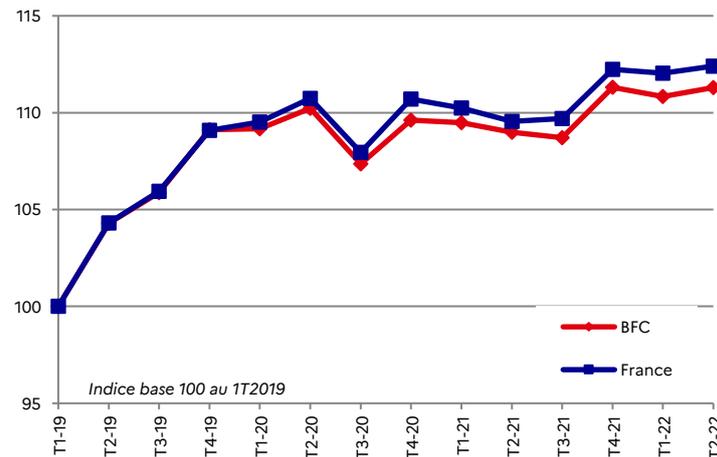
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 3^{ème} Trim. 22	18 620	21 940	7 910	6 900	8 460	20 040	12 500	6 820	103 200
Variation (en %) sur 1 Trim.	+1,9	+0,7	+1,8	+2,5	-0,6	+0,6	+0,8	+0,1	+1,0
Variation (en %) sur 1 an	-7,6	-13,2	-9,2	-4,6	-10,3	-6,4	-10,1	-12,8	-9,4
Hommes	9 560	11 670	4 070	3 760	4 370	10 240	6 470	3 640	53 790
Femmes	9 060	10 270	3 840	3 140	4 090	9 800	6 030	3 180	49 420
<25 ans	2 580	2 870	1 070	1 110	1 160	2 680	1 810	940	14 220
25-49 ans	10 970	12 960	4 430	3 730	4 650	10 910	6 930	3 970	58 550
>50 ans	5 080	6 100	2 410	2 060	2 650	6 450	3 760	1 920	30 430
DELD (Cat. A, B, C)	17 470	19 080	7 280	5 640	7 740	19 340	11 040	5 610	93 190
Taux de chômage 2 ^{ème} Trim. 22	5,7	6,8	5,1	6,7	6,5	6,4	6,9	8,5	6,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 3^{ème} Trim. 22									
Nbre ouvertures procédures	53	56	35	24	28	69	44	9	318
Evolution annuelle (en %)	+39,5	+64,7	+118,8	+118,2	+211,1	+19,0	+51,7	-25,0	+53,6
Trav. Temporaire 2^{ème} Trim. 22									
Effectifs	6 890	7 640	3 920	1 680	3 200	6 920	4 590	1 450	36 290
Evol./trim. précédent (en %)	-5,3	-3,9	-1,3	-2,0	-2,1	-8,3	-3,7	-6,9	-4,6
Activité Partielle 2^{ème} Trim. 22									
Nbre d'heures consommées	49 347	175 958	48 267	21 013	46 038	69 515	26 256	74 966	511 360
Evol./trim. précédent (en nbre)	-80 352	-217 628	-23 976	-18 329	-22 244	-87 772	-37 004	-6 678	-493 983

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 3^{ème} Trim. 22	110	162	94	84	95	191	122	70	928
Cumul 2022	373	444	232	224	309	522	337	166	2 607
PACEA 3^{ème} Trim. 22	424	320	89	157	153	478	167	146	1 934
Cumul 2022	1 274	1 050	319	540	636	1 543	605	478	6 445
IAE 1^{er} Trim. 22	406	458	303	201	213	501	396	161	2 639
Cumul 2021	406	458	303	201	213	501	396	161	2 639
Apprentissage 2^{ème} Trim. 22	185	196	63	81	73	140	70	43	851
Cumul 2022	481	509	164	153	146	333	168	104	2 058

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) - Tous secteurs

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

2 ^{ème} Trim. 2022	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	4 640	1 680	1 490	1 260	1 210	3 310	3 070	100	16 770
Evol./trim. Précédent	-2,3	+3,1	+0,4	-2,5	+2,7	-0,3	+0,9	-4,9	-0,2
Industrie :									
Effectif	26 230	38 970	18 930	8 500	15 390	33 880	17 840	7 280	167 020
Evol./trim. Précédent	+0,5	-0,2	+0,3	-0,3	+0,2	+0,3	+0,2	+0,4	+0,2
Construction :									
Effectif	12 550	10 130	5 480	3 250	3 640	11 340	5 800	2 260	54 460
Evol./trim. Précédent	+0,2	+0,1	+0,7	+0,5	+0,4	+0,4	+0,7	-0,5	+0,3
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	173 200	147 180	62 260	51 480	48 790	143 040	83 440	39 790	749 190
Evol./trim. Précédent	-0,1	+0,1	+0,4	+0,3	-0,3	-0,1	-0,2	+0,0	-0,0
Total :									
Effectif	216 620	197 950	88 170	64 490	69 040	191 580	110 150	49 440	987 430
Evol./trim. Précédent	-0,1	+0,1	+0,4	+0,1	-0,1	+0,0	-0,0	+0,1	+0,0

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS